

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 35 (1998)
Heft: 1359

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Vers l'Europe sans faux calculs

L'AUGURE BÂLOIS A parlé. En l'occurrence l'Institut de recherche conjoncturelle (BAK), pour qui l'adhésion à l'Union européenne ne ferait aucun bien à l'économie suisse. Le BAK ajoute même que le refus de participer à l'Espace économique européen n'a pas préterité notre industrie d'exportation.

Plus l'aboutissement des négociations bilatérales se fait proche, plus les groupes hostiles à une adhésion de la Suisse à l'Europe donnent de la voix pour nous dissuader de franchir le pas suivant. Les conservateurs nationalistes bien sûr, qui ont fait d'une conception my-
thique de l'indépendance helvétique leur fonds de commerce. Mais également les internationalistes du commerce et de la finance qui craignent comme la peste les règles sociales et fiscales de Bruxelles. Est-ce

un hasard si le commanditaire de l'étude du BAK se nomme Tito Tettamenti, un familier de la haute voltige financière, opposant de vieille date à l'Union européenne et qui a fait campagne contre l'EEE?

À l'issue des bilatérales, il faudra certes faire les comptes, peser les avantages et les inconvénients des accords péniblement mis sous toit dans les sept dossiers que nos partenaires ont consenti à ouvrir. Dans ce cadre, une démarche calculatrice se justifie, puisque nous attendons

de ces accords qu'ils compensent tant soit peu le faux pas de décembre 1992.

Mais appliquée au scénario de l'adhésion, cette démarche devient mesquine et dangereuse. Au-delà de la liberté des échanges et de l'unification monétaire, l'Union européenne représente un projet politique, la volonté de créer les règles du vivre ensemble sur le continent. Des règles auxquelles la Suisse spectatrice peut de moins en moins se soustraire. Dès lors l'enjeu est simple: continuer d'observer et s'aligner bon gré mal gré; ou adhérer pour participer de plein droit et contri-

buer à façonner ces règles communes.

Cet enjeu, les calculs d'épiciers de nos comptables diplômés ne peuvent en rendre compte, eux qui ne pensent qu'intérêt à court terme. Et pourtant les désordres écono-

miques et financiers actuels, facteur de régression sociale et de tensions, devraient éveiller leurs soupçons. N'est-ce pas précisément l'absence d'une indispensable discipline collective au niveau international qui les provoque?

Dans les turbulences d'un monde sans loi, la Suisse ne pourra longtemps tirer son épingle du jeu. Partenaire à part entière d'une Europe unie, elle collaborera à une œuvre de civilisation, aussi bien politique qu'économique et sociale. JD

*Continuer d'observer
et s'aligner bon gré
mal gré; ou adhérer
pour participer de
plein droit et
contribuer à façonner
les règles communes*